

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

108-2 | 2001

Varia

Résistance civile et jeux de genre

France-Allemagne-Bolivie-Argentine, Deuxième Guerre mondiale –
années 1970-1980

Luc Capdevila



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1737>

DOI : 10.4000/abpo.1737

ISBN : 978-2-7535-1482-9

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 juin 2001

Pagination : 103-128

ISBN : 978-2-86847-635-7

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Luc Capdevila, « Résistance civile et jeux de genre », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 108-2 | 2001, mis en ligne le 20 juin 2003, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1737> ; DOI : 10.4000/abpo.1737

Résistance civile et jeux de genre

France-Allemagne-Bolivie-Argentine, Deuxième Guerre mondiale – années 1970-1980

Luc CAPDEVILA

Maître de conférences en histoire contemporaine
CRHISCO-Université Rennes 2 / associé à l'IHTP

Au lendemain du coup d'État dirigé par la junte chilienne contre le gouvernement de l'Unité populaire, un représentant de la droite brésilienne déclarait à une journaliste du *Washington Post* : « Une fois que nous avons vu marcher les femmes chiliennes, nous avons su que les jours d'Allende étaient comptés. » Il précisait : « les femmes constituent l'arme la plus efficace en politique [...] elles ont du temps ; elles sont douées d'une grande capacité émotionnelle et elles se mobilisent très rapidement [...] l'utilité des femmes consiste à persuader les militaires qu'ils bénéficient d'un appui très important dans la population ¹. » Les manifestations de ménagères lancées par les droites chiliennes de 1971 à 1973, en mobilisant les comités de quartier et les centres des mères mis en place par la démocratie chrétienne, ont largement contribué à l'usure du gouvernement de Salvador Allende. Le vacarme des casseroles vides, frappées par des couvercles ou des cuillers de bois, assourdissait régulièrement les nuits chiliennes, entre huit heures et dix heures du soir, à la suite de la manifestation du 1^{er} décembre 1971 descendue des quartiers résidentiels de Santiago ; c'était une démonstration puissante de la mobilisation des classes moyennes et des élites conservatrices contre le régime, qui mettait en scène le mythe du peuple rejetant les réformes engagées par l'Unité Populaire. « On nous a supplié pendant trois ans ». Augusto Pinochet justifiait en ces termes le coup d'État de la « grande muette » du Chili ; il entrait, ici, en résonance avec cet imaginaire de la chose publique, très masculin, de « l'utilité » symbolique des femmes en poli-

1. « The Brazillian Connection », *Washington Post*, 6 janvier 1974, cité par MATTELART, Michèle, « Chili : le coup d'État au féminin. Quand les femmes de la bourgeoisie descendent dans la rue », dans : MACCIOCCHI, Maria A., (dir.), *Les femmes et leurs maîtres*, Paris, Christian Bourgeois, 1978, p. 219-253.

tique : « persuader les militaires qu'ils bénéficient d'un appui très important dans la population ».

Si les droites du Cône sud percevaient dans les femmes « une arme » capable de déstabiliser les gouvernements démocratiques progressistes dans les années 1960-1970, les dictatures militaires qu'elles ont soutenues, furent confrontées, elles aussi, à des mouvements féminins. Certes, ils furent moins amples, moins sonores, désormais une chape de plomb couvrait l'espace public, le bruit des bottes étouffait toute manifestation protestataire ; mais ils les mirent en difficulté. Comme le souligne Ann Matar, alors que les femmes étaient peu présentes dans la sphère politique sous les régimes démocratiques, par contraste, les systèmes fermés qu'étaient les dictatures militaires produisirent un haut niveau de mobilisation féminin dans la sphère politique non institutionnelle². Ce constat, sur la formation des sociétés civiles sous les régimes militaires terroristes du Cône sud dans les années 1960/1980, peut être étendu à d'autres lieux du monde occidental, où se sont développés des formes de résistance civile, en particulier, à l'Europe dominée par les nazis au cours de la Seconde Guerre mondiale. Le genre est une construction culturelle, qui en établissant la différence des sexes, codifie et distribue le pouvoir, en confiant aux « hommes » et aux « femmes » des assignations spécifiques. Jusqu'à une époque récente, dans l'imaginaire social occidental, la sphère masculine était associée à l'espace public, tandis qu'en assimilant le féminin à la sphère domestique, les femmes étaient censées détenir l'autorité en matière de soins des enfants et de gestion du foyer. Or, les situations de crise politique ont conduit à brouiller le genre : par l'altération des assignations des sexes, lors des guerres totales, en raison de la redéfinition des limites entre les sphères publique et privée, sous les dictatures.

Comment comprendre cette dynamique, qui conduirait à accroître la présence féminine dans la sphère publique dans des situations à haut risque pour les individus et de négation des libertés publiques ?

Un premier élément d'explication consisterait dans la destruction des corps intermédiaires par les dictatures, qui imposent leurs propres interlocuteurs. Elles suppriment, ainsi, les hiérarchies institutionnelles reposant sur le sexe, l'âge, les titres, et favorisent, le temps de la conjoncture, le surgissement de nouvelles élites instables, des nouveaux médiateurs sociaux sélectionnés à partir d'autres variables : la présence sur le terrain, l'esprit d'initiative, des savoirs-faire circonstanciés, etc.

Surtout, les dictatures, comme les guerres totales, engendrent des agressions étendues à la sphère publique et à la sphère privée. Celles-ci

2. MATEAR, Ann, « *Desde la protesta a la propuesta* » : The institutionalization of the Women's Movement in Chile », dans : DORE, Elisabeth, (dir.), *Gender Politics in Latin America. Debates in Theory and Practice*, New York, Monthly Review Press, 1997, p. 84-100.

sont multiformes. Elles concernent l'économique, en posant les problèmes du ravitaillement, en multipliant les discriminations à l'embauche, ou à l'obtention des aides sociales. Plus encore, elles menacent directement la cellule familiale en tant qu'entité : la guerre conduit à séparer les hommes des femmes, les parents des enfants ; les groupes, habités par une culture de l'ennemi, mettent dans leur ligne de mire les civils des deux sexes, et tous les lieux pouvant abriter un adversaire antinomique à leur représentation de la nation : de l'utérus à la tombe, du berceau agité par les pleurs du nouveau-né à la berceuse oscillant sous le poids d'un vieillard faisant la méridienne. Les femmes, peu présentes individuellement sur l'espace politique, se trouvent, de ce fait, à l'interface du public et du privé, en contact direct avec l'agresseur. Comme l'a montré H. R. Kedward pour la société française sous l'Occupation, dans les terres de maquis les femmes étaient le premier interlocuteur des miliciens et des occupants. En ouvrant la porte du domicile elles tiraient un rideau entre les Allemands, ou leurs collaborateurs, et le requis dissimulé dans leur maison, ou le partisan qu'elles ravitaillaient en rase campagne. Elles inventèrent ainsi « la résistance du seuil de la porte »³.

Les réponses des populations agressées ont varié selon les contextes, elles ont pu s'étendre depuis la protection de la sphère privée à la défense de la sphère publique. Comme l'a décliné Lucie Aubrac, à la radio de la France libre, depuis Londres : « La guerre est aussi l'affaire des femmes [...] Bataille pour les nôtres, certes, mais aussi bataille de solidarité de tous ceux qu'a durement touchés l'occupation nazie⁴. » Or, et c'est très important, le changement d'échelle, entre des réflexes de sauvegarde du foyer et un mouvement de défense collective, correspond à une mutation politique majeure : la métamorphose d'une action pétitionnaire archaïque en un mouvement de protestation moderne⁵. À la dimension de l'individu la transformation est également fondamentale : elle correspond à une mutation identitaire.

Ainsi, l'action et la présence des femmes dans les mouvements de résistance civile a participé des jeux de genre. Les régimes réactionnaires du XX^e siècle occidental, en se crispant sur les représentations d'un « éternel masculin » et d'un « éternel féminin » enfouies dans l'idéologie familialiste, ont créé un rapport de forces immédiat venant interférer dans leur établissement de l'ordre dictatorial. Les jeux de genre, c'est d'abord le jeu

3. KEDWARD, Harry Roderick, *À la recherche du maquis*, Paris, les éditions du Cerf, 1999 ; cf. également DOUZOU, Laurent, « La Résistance une affaire d'hommes ? », dans : ROUQUET, François, et VOLDMAN, Danièle, (dir.), « Identités féminines et violences politiques (1936-1946) », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 31, 1995, p. 11-24.

4. Lucie Aubrac, texte prononcé le 20 avril 1944 à la BBC, publié dans CREMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis, (dir.), *Les voix de la liberté. Ici Londres 1940-1944*, Paris, La Documentation Française, 1975, tome 4, p. 238-239.

5. Cf. la typologie de TILLY, Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

comme un divertissement, une partie de cache-cache, c'est le genre comme un masque. Les jeux de genre, c'est aussi le jeu comme un instrument, à l'image du jeu d'échec, c'est le genre comme un ensemble de pièces dont les acteurs politiques disposent pour intervenir sur l'espace public. Les jeux du genre, c'est aussi la notion d'écart, le décalage qui existe entre une mise en scène, ce qui est vraiment, et ce qui est perçu par l'adversaire. Les jeux du genre, enfin, c'est l'idée d'un mécanisme, d'une impulsion, d'un équilibre instable, dans le sens où les dynamiques amorcées par des crises peuvent induire une redéfinition des relations homme/femme dans un cadre limité, conduisant, à la marge, à un ajustement du masculin et du féminin... parfois une simple oscillation. Pour vérifier ces hypothèses, on propose une étude comparative de quatre mouvements de résistance civile impliquant des femmes, au XX^e siècle, en Europe occidentale et dans « l'extrême occident » latino-américain : en France et en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, en Argentine et en Bolivie dans les années 1970/1980.

Quatre mouvements de résistance civile au féminin

Au cours de ces quatre épisodes, des femmes se sont affrontées publiquement et collectivement à l'ordre dictatorial ; certaines sont parvenues à faire reculer le pouvoir, d'autres ont continué d'agir en occupant l'espace public. Or, ces événements se sont produits sous des régimes autoritaires parmi les plus meurtriers, en ce qui concerne – toute proportion gardée – l'Allemagne nazie et l'Argentine ; l'État français et la junte dirigée par le général Banzer étant des plus répressifs à l'échelle de la France et de la Bolivie, au XX^e siècle. Ces quatre dictatures interdisaient toute manifestation publique d'un courant d'opposition. Nonobstant, ces actions féminines, en représentant l'expression d'une opinion publique, ont marqué des limites implicites à leur dispositif répressif. Dans quel contexte des femmes ont-elles pu imposer ces épreuves de force ?

À Berlin, des manifestations de femmes se sont déroulées dans la *Rosenstrasse*, du 27 février au 6 mars 1943⁶. La décision de Goebbels de « libérer Berlin de tous les Juifs » était à l'origine de l'événement. Les nazis voulaient mettre un terme à la solution finale concernant les derniers juifs allemands : ceux dont la déportation avait été différée jusqu'alors, car ils avaient épousé une « aryenne » avant les lois de Nuremberg, ou parce qu'ils travaillaient dans une usine d'armement.

L'opération démarra le samedi 27 février ; 7918 juifs allemands, résidents ou en villégiature, ont été arrêtés à Berlin, au cours de cet épisode.

6. Sur cet épisode cf. STOLTZFUS, Nathan, *Intermarriage and the Rosenstrasse protest in nazi Germany*, New York, Norton & Company, 1996 ; SEMELIN, Jacques, « La résistance civile des femmes : le cas de la manifestation de Berlin », dans colloque *Paroles de femmes pour la paix*, 6 et 7 mars 1999, Le Mans, pré-actes p. 67-74.

Sur ordre d'Adolf Eichmann, les Juifs époux d'une aryenne, c'est-à-dire le parent juif d'un « couple mixte privilégié », les *Mischehen*, furent séparés⁷. Destinés à des camps de travail en Pologne, au lieu d'être déportés vers Auschwitz, ils furent regroupés sur quatre sites, dont des bureaux situés *Rosenstrasse* dans l'ancien quartier juif de Berlin, à quelques dizaines de mètres de la direction centrale de la Gestapo.

Inquiètes de ne pas voir rentrer leurs époux à l'heure habituelle, et après avoir pris connaissance d'un lieu d'internement, grâce à des policiers indiscrets, des épouses aryennes de « juifs privilégiés », souvent accompagnées de leurs enfants, parfois d'un autre membre de leur famille, se sont rassemblées le samedi après-midi devant les bureaux de la *Rosenstrasse*, espérant glaner quelques informations. Dans un premier temps elles venaient apporter du linge à leurs maris, des affaires de toilette, des vivres, puis elles réclamèrent leur libération. Ils (surtout elles) étaient 150 à occuper la voie publique à la fin de ce premier après-midi. Ils étaient 600 manifestants le lendemain, « plusieurs milliers » à la fin de cet épisode. Au bout d'une semaine, les manifestantes « aryennes » obtinrent la libération de leurs époux juifs. Entre 1500 et 2000 détenus recouvrèrent la liberté, dont 25 rentrèrent à la mi-mars d'Auschwitz, où ils avaient été déportés prématurément.

On retiendra ici la rapidité de l'événement, tout en constatant les limites d'une action de type pétitionnaire, interrompue dès lors que les manifestants ont vu leurs revendications satisfaites.

En Argentine, les mères et les grands-mères de la place de mai, souvent affectueusement désignées comme « les folles⁸ », ont formé un mouvement de type spontané, qui s'est organisé, progressivement, au cours de la dictature militaire, du 24 mars 1976 à la fin 1983.

La première manifestation publique des mères a eu lieu le 30 avril 1977. Initialement, *las madres* demandaient des informations sur ce qu'il était advenu des membres de leur famille portés disparus, à la suite de leur capture par la police ou l'armée. Après avoir été éconduites pendant

7. Concernant les « couples mixtes privilégiés », cette opération ne concernait que des hommes, les juives mariées à un « aryen » étaient désignées comme aryennes depuis 1938, à ce titre elles étaient dispensées du port de l'étoile de David.

8. Sur les mères de la place de Mai, cf. BONAFINI, Hebe de, et SANCHEZ, Matilde, *Une mère contre la dictature*, Paris, Descartes & Cie, 1999 ; BOUSQUET, Jean-Pierre, *Les folles de la place de Mai*, Paris, Stock, 1982 ; FISHER, Jo, *Mothers of the Disappeared*, London, Zed Books, 1989 ; GUZMAN-BOUVARD, Marguerite, *Revolutionizing Motherhood. The Mothers of the Plaza de Mayo*, Wilmington, SR Books, 1994 ; MELLIBOVSKY, Matilde, *Circle of Love over Death. Testimonies of the Mothers of the Plaza de Mayo*, Willimantic, Curbstonne Press, 1997 ; SARNER, Eric, *Mères et « folles » sur la place de Mai. Argentine 1976-2000*, Paris, édition Desclée de Brouwer, 2000. Sur les grands-mères de la place de Mai, cf. ARDITTI, Rita, *Searching for Life. The Grandmothers of the Plaza de Mayo and the Disappeared Children of Argentina*, Berkeley, University of California Press, 1999.

plusieurs mois et s'être affrontées au mutisme du ministère de l'intérieur, 14 femmes auraient pris la décision de faire savoir au monde, face au palais du gouvernement, *plaza de Mayo* à Buenos Aires, qu'elles étaient sans nouvelles de leurs « enfants ». Initialement, elles ne dénonçaient pas la junte ; des mères racontent qu'elles ne pouvaient admettre, à cette époque, que le général Videla ait été impliqué dans la disparition de leur fils ou de leur fille⁹.

La Junte s'est obstinée dans son mutisme, l'effacement des « subversifs » faisait partie de sa stratégie de terreur et de communication avec l'étranger¹⁰. À la suite de la brutalité mise en scène par la dictature chilienne, et des arrestations de masse perpétrées par la junte uruguayenne, les militaires argentins avaient opté pour une répression toujours massive mais plus discrète, espérant limiter les pressions internationales : les opposants disparaissaient. Dès lors, les mères de la place de Mai ne pouvaient que poursuivre leur action. Avec le temps, elles radicalisèrent leurs revendications. À partir de 1978 leur slogan mobilisateur est devenu « *aparicion con vida* », c'est-à-dire le retour en vie ; désormais, elles brodaient cette formule sur leur foulard avec le nom du disparu¹¹. Puis, elles ont défendu publiquement les valeurs démocratiques et dénoncé la dictature. Au fil des mois elles organisèrent leur groupe. Les mères, et les grands-mères, ces dernières formèrent rapidement leur propre mouvement¹², ont structuré deux organisations, d'abord informelles, en se répartissant les tâches. La première trésorière de l'association des mères fut, naturellement, celle qui possédait un coffre bancaire ; il leur fallait bien déposer quelque part les milliers de dollars envoyés par des organisations de solidarité internationale. Puis, le 22 août 1979, *las madres* ont

9. Cf. MELLIBOSKY, Matilde, *op.cit.*, témoignage de Maria Adela Gard de Antokoletz, p. 19.

10. Amnesty International (section des États-Unis), *Les « disparus ». Rapport sur une nouvelle technique de répression*, Paris, Seuil, 1981 ; Commission des droits de l'homme en Argentine, *Argentine : dossier d'un génocide*, Paris, Flammarion, 1978 (mars 1977 pour la première édition en langue espagnole, Madrid, Elias QUEREJETA, sous le titre *Argentina : Proceso al genocidio*).

11. FISHER, Jo, *op. cit.*, p. 54.

12. Les « grands-mères » ont d'abord manifesté avec les « mères ». Mais, elles se sont rapidement regroupées dès le printemps 1977 en raison de la spécificité de leurs objectifs, et plus encore, de la particularité de leurs modes d'action : retrouver l'enfant que portait leur fille, ou leur bru, lorsqu'elles avaient été capturées, tout en continuant, évidemment, de réclamer des informations sur les parents disparus. En particulier, elles intervenaient auprès des tribunaux pour enfant afin de paralyser les procédures d'adoption en cours. Dès 1978, elles signaient leurs pétitions en tant qu' « *Abuelas argentinas con nietos desaparecidos* » (Grands-mères argentines dont les petits-enfants sont disparus). Depuis la chute de la dictature elles occupent une position privilégiée dans les actions menées par la société civile contre les lois d'amnistie, ces lois dites de « *punto final* » déclarant imprescriptibles les crimes de disparition d'enfant. Elles ont pu ainsi faire traduire à nouveau des militaires devant les tribunaux et obtenir leur condamnation, dont Jorge Rafael Videla, dans les années 1990 (site internet : www.wamani.apc.org/abuelas.html).

fait enregistrer officiellement, en pleine dictature, les statuts de « l'Association civile des mères de la place de Mai », avec l'élection d'un bureau et la publication régulière d'un bulletin dès l'année suivante.

La dictature tombée, en 1983, elles sont restées mobilisées afin d'obtenir le jugement des tortionnaires, puis pour lutter contre les différentes mesures d'amnistie. En 1986, le mouvement s'est scindé. Certaines mères, considérant que désormais il fallait laisser la gestion des affaires aux partis politiques démocratiques¹³, limitèrent leur mission au culte de la mémoire des disparus et à l'entretien du souvenir des crimes de la dictature¹⁴; elles sont alors sorties du mouvement et ont créé la « Ligne fondatrice¹⁵ ». L'Association initiale s'est maintenue, continuant de se poser toujours, aujourd'hui, comme une organisation critique de surveillance démocratique et de justice, militant pour la poursuite de la répression des crimes et des exactions commis par, et sous, la Junte¹⁶. Dans le prolongement de leur investissement politique, elles ont inauguré en 2000, à Buenos Aires, « l'Université populaire des mères de la place de Mai ».

En France, les premières manifestations féminines publiques ont commencé dès novembre 1940 en zone non occupée; ces rassemblement protestaient contre les carences du ravitaillement, la hausse des prix, et pour le retour des prisonniers¹⁷. C'étaient alors des protestations de type pétitionnaire, réunissant des populations qui n'ayant pas accès au marché noir se voulaient l'expression de la communauté. Comme le souligne Jean-Marie Guillon, pour le Var, ces groupements s'apparentaient davantage à la révolte plutôt qu'à la manifestation, ils « relèvent de l'émotion populaire¹⁸ ».

13. Dès 1984 des « mères » étaient sorties de l'association pour militer dans les partis politiques.

14. Le clivage était aussi politique et social. Les militantes qui fondèrent la *linea fundadora* étaient proches du Parti radical et davantage issues des couches sociales supérieures, elles ne se reconnaissaient plus dans l'activisme et dans les sensibilités d'extrême gauche vers lesquels s'était orientée l'association.

15. *Madres de Plaza de Mayo – Linea Fundadora* (site internet : www.derechos.org.ar/ddhh/madres/laura).

16. *Historia de las Madres de Plaza de Mayo – Conferencia pronunciada el 6 de julio de 1988 por Hebe de Bonafini – Asociación Madres de Plaza de Mayo* (site internet : www.madres.org/historia/contenido/historia.htm).

17. Sur les manifestations de ménagères en France sous l'occupation cf. AVAKOUMOVITCH, Ivan, « Les manifestations de femmes 1940-1944 », Paris, *CHIRM*, 1991, n° 45, p. 5-53; Union des Femmes Françaises, *Les femmes dans la Résistance*, Paris, Colloque des 22-23 novembre 1975, éd. du Rocher, 1977; SCHWARTZ, Paula, « Partisanes and Gender Politics in Vichy France », *French Historical Studies*, Vol. 16, n° 1, 1989, p. 126-151; *idem*, « La répression des femmes communistes », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 31, 1995, p. 25-37; *idem*, « The politic of food and gender in Occupied France », *Modern & Contemporary France*, Vol. 7, n° 1, 1999, p. 35-45; TARTAKOWSKY, Danielle, *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, (version publiée d'une thèse de doctorat d'État, Paris 1, 1994).

18. GUILLON, Jean-Marie, *La Résistance dans le Var. Essai d'histoire politique*, thèse de doctorat, Aix-Marseille1, 2 volumes + annexes, 1989, 1199 p.

Mais dès janvier 1941, dans la région parisienne, la presse communiste clandestine appela à rejoindre ces défilés. Puis, au cours de l'été, l'organisation clandestine du Parti communiste (PCF) donna consigne à ses militantes d'impulser la constitution de comités populaires, d'aller « travail[er] parmi les femmes ¹⁹ ». La structure s'est alors renforcée dans la clandestinité selon la dichotomie habituelle de la Résistance : en zone sud, les Comités des Femmes de France, en zone nord ceux des Femmes Françaises ; le 1^{er} octobre 1944 les deux mouvements fusionnèrent dans l'Union des Femmes Françaises (UFF). L'UFF était donc un mouvement civil, ouvert, comparable aux autres organisations de résistance liées au PCF, recrutant ses cadres et ses adhérentes bien au-delà de la mouvance communiste. Ces comités furent l'un des principaux leviers des manifestations publiques sous l'occupation, néanmoins, elles conservèrent souvent des formes spontanées et pétitionnaires jusqu'à la Libération. Au total, sur les 753 manifestations recensées par Danielle Tartakowsky pour la période de juillet 1940 jusqu'au débarquement de Normandie, 239 étaient des « manifestations de ménagères » mobilisées sur les thèmes du ravitaillement, des prisonniers, du STO ; elles auraient représenté 62 % du total pour la première phase de l'Occupation, du 10 juillet 1940 au 30 avril 1942. Cela étant, ces expressions de la protestation populaire ont caractérisé des situations très variées, depuis les émeutes de marché et les mouvements pétitionnaires, tels ceux de novembre 1940 à Béziers et Carcassonne, où les femmes ont marché vers la préfecture, ou vers l'Hôtel de Ville, pour protester contre le prix élevé des pommes de terre, jusqu'à la manifestation rue de Buci du 31 mai 1942, étudiée par Paula Schwartz, où des femmes défilaient sous la protection d'un groupe franc FTP.

Dans le contexte de l'occupation, ces mouvements spontanés de ménagères ont été rapidement organisés ou instrumentalisés par la Résistance. ensuite ils sont devenus des organisations de masse à la Libération : le principal de ces partis féminins, l'UFF, revendiquait 180 000 adhérentes en novembre 1944... 627 000 en septembre 1945 ! Or, l'UFF continua de mobiliser ses troupes sur le thème du ravitaillement après la Libération, souvent en l'associant à la question de l'épuration au début de cette nouvelle période. De novembre 1944 à octobre 1947, les défilés de ménagères auraient totalisé 51 % des manifestations (352 sur 690) ²⁰.

En Bolivie, la grève de la faim des femmes de mineurs pourrait être considérée également comme une action de type spontanée, mais elle

19. Témoignage de Marcelle Barjonet-Huraux, responsable avec Simone Bertrand de l'Union des Comités des Femmes de France à partir de 1943, dans Union des Femmes Françaises, *Les femmes dans la Résistance op.cit.*, p. 149-153.

20. TARTAKOWSKY, Danielle, « Manifester pour le pain, novembre 1940-octobre 1947 », dans : VEILLON, Dominique, et FLONNEAU, Jean-Marie, (dir.), « Le temps des restrictions en France (1939-1949) », *Les Cahiers de l'HTP*, n°s 32-33, 1996, p. 465-478.

s'est produite dans un cadre organisationnel complexe²¹. Ce dernier épisode s'est déroulé du 28 décembre 1977 au 18 janvier 1978 sous la dictature du général Banzer. Le 28 décembre 1977, quatre femmes de mineurs dont les maris avaient été emprisonnés et licenciés pour des raisons politiques, ont entamé une grève de la faim accompagnées de leurs 14 enfants dans un local de l'évêché de La Paz. La grève de la faim fait partie du répertoire de la protestation en Bolivie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et les femmes de mineurs traditionnellement associent leurs enfants à leurs actions. Cette fois-ci elles réclamaient à la Junte :

- 1 – une amnistie générale pour tous les prisonniers et les exilés politiques et syndicaux ;
- 2 – la réintégration de tous les salariés débauchés pour des raisons politiques ;
- 3 – le rétablissement des syndicats ;
- 4 – l'abrogation du décret faisant des mines des zones militaires ;
- 5 – le retrait des troupes cantonnées dans les campements miniers.

Même si cet événement est à inscrire dans une dynamique plus étendue de la mobilisation populaire contre la dictature du général Banzer, la décision d'engager la grève de la faim a été prise par ces quatre femmes, plus une cinquième « maîtresse de maison », Domitila²², chargée de la communication entre les grévistes et les *media*.

Cette action était une réponse à l'annonce par le gouvernement militaire de l'amnistie de Noël, le 21 décembre. Elle avait été perçue comme une provocation. Une amnistie « large » avait été promise. Or, elle concernait seulement quelques dizaines d'individus, et de nombreuses irrégularités (noms d'enfants, patronymes répétés...) avaient été relevées sur les listes par les associations de droits de l'homme. Mais, si la décision fut prise indépendamment des organisations syndicales et politiques, très vite ces quatre femmes ont bénéficié d'un réseau d'appui extrêmement puissant, l'ensemble de la société civile bolivienne clandestine et autorisée se mobilisa autour d'elles : les syndicats, les partis politiques, les organisations féminines, les associations de droits de l'homme, les Églises. De ce fait, le jeûne démarré à quatre, s'étendit rapidement à d'autres groupes mixtes. À la fin de l'épisode, 1200 à 1500 personnes avaient cessé de s'alimenter, y compris parmi des Boliviens expatriés.

Le 18 janvier, le gouvernement accepta de négocier à partir de la plateforme présentée le 28 décembre. Il accorda l'amnistie générale et concéda la réintégration des mineurs victimes de la répression, assurant

21. LAVAUD, Jean-Pierre, *La dictature empêchée. La grève de la faim des femmes de mineurs. Bolivie 1977-1978*, Paris, Éd. du CNRS, 1999 ; Asamblea Permanente de los Derechos Humanos, *La huelga de hambre*, La Paz, 1978.

22. Il s'agit de Domitila de Chungara présidente du comité des mères de famille, auteur d'un récit autobiographique Domitila & Moema Viezzer, *Si on me donne la parole*, Paris, François Maspéro, 1978.

les grévistes qu'il ne prendrait pas de sanctions à leur rencontre, ni contre leurs familles. Les jeûneurs cédèrent sur les trois derniers points.

En Bolivie et à Berlin le pouvoir a cédé très vite sur les principales revendications des protestataires. En effet, ces derniers ont bénéficié de circonstances extrêmement favorables. Le succès relatif des manifestations berlinoises est à réinsérer dans le court terme. Goebbels venait de prononcer son discours sur la guerre totale, le 18 février 1943, au Palais des sports à Berlin. Il décida alors d'accélérer la solution finale. Il nota le 2 mars sur son journal : « Je veux absolument nettoyer au moins la capitale de tous les juifs ²³. » Cependant, la rafle ordonnée le 27 février se produisit en pleine débâcle de la 6^e armée sur le front soviétique : à Stalingrad, 209 000 soldats allemands étaient perdus. À la suite de la conférence de Casablanca, les Alliés intensifiaient les bombardements stratégiques sur l'Allemagne. Dans la nuit du 1^{er} au 2 mars, au cœur du troisième Reich, Berlin a subi un bombardement extrêmement violent et meurtrier : 191 morts et 268 blessés, « Cologne était encore en flamme lorsque les quadrimoteurs alliés firent pleuvoir leur bombes de 4 tonnes sur la capitale allemande », rapportait Maurice Schumann à la BBC le 2 mars 1943 ²⁴. « Il s'agit de la plus grande attaque aérienne qui ait eu lieu jusqu'ici sur la capitale [...] Les dégâts doivent être extrêmement graves ²⁵. » Des rumeurs circulaient dans Berlin affirmant que ces bombardements venaient venger les juifs ²⁶. Au même moment, les autorités allemandes échouaient dans la mobilisation des femmes pour la production. Les rapports sur l'esprit public remontaient à la capitale montrant que les Allemandes étaient nombreuses à refuser de se rendre dans les usines. Les autorités nazies hésitaient à réprimer ces comportements défaitistes, à un moment où l'opinion allemande était effectivement au plus bas. « Goebbels faisait état des rapports de son appareil tentaculaire signalant l'agitation et le mécontentement qui se faisaient jour dans l'opinion publique ²⁷. » « Des rapports me parvenant de Rhénanie signalent que, dans certaines villes de cette région, la population commence à donner des signes de lassitude ²⁸. » Enfin, la décision d'arrêter plusieurs milliers de juifs, affectés pour la plupart dans des usines d'armement au titre du travail forcé, mécontenta les militaires et les industriels qui assistaient à la désorganisation impromptue d'une production stratégique à un moment crucial. Certains vinrent réclamer « leurs juifs ²⁹ ». Le moment

23. *Le journal du Dr Goebbels*, Paris, éd. du cheval ailé, 1948, p. 241.

24. Maurice Schumann, émission *Honneur et patrie* du 2 mars 1943, dans : CREMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis, *op. cit.*, p. 104, tome 3.

25. *Le journal du Dr Goebbels*, *op. cit.*, p. 250.

26. KARDOFF, Ursula von, *Le carrousel de la peur. Journal d'une Berlinoise (1942-1945)*, Paris, Grasset, 1964, p. 43.

27. SPEER, Albert, *Au cœur du troisième Reich*, Paris, Fayard, 1971, p. 361.

28. *Le journal du Dr Goebbels*, *op. cit.*, 6 mars 1943, p. 255-256.

29. STOLTZSFUS, Nathan, *op. cit.*, p. 247.

n'était pas propice. Goebbels décida de réviser ses consignes : « J'ordonne au SD de ne pas continuer à évacuer des Juifs en un moment aussi critique », écrit-il le 6 mars, « il vaut mieux attendre encore quelques semaines ; nous pourrions agir ensuite avec d'autant plus de rigueur ³⁰. »

Plus encore, à la fin de l'année 1977, la dictature militaire bolivienne était fragilisée ; effectivement, le dernier trimestre 1977 marqua, pour la Bolivie, l'amorce de la transition politique. Le régime militaire était soumis aux pressions de la nouvelle administration Carter en matière de politique des droits de l'homme. D'autre part les négociations engagées avec le Chili d'Augusto Pinochet en vue d'obtenir une ouverture sur le Pacifique avaient échoué ; or, le régime Banzer avait largement misé sur le retour du débouché océanique pour gagner l'opinion. Une fois encore, le parti militaire était divisé entre la fraction légaliste attachée au retour des civils, et les durs crispés sur le maintien de la dictature au titre de la « sécurité nationale ». Le 10 septembre, à son retour de Washington, le général Banzer avait annoncé le rétablissement prochain de la démocratie, il envisageait l'organisation des élections pour 1980. C'est à la suite de ces annonces d'ouverture démocratique qu'une large amnistie avait été promise. De ce fait, « un vent de liberté » ³¹ soufflait sur la Bolivie fin 1977. Face à une société civile en ébullition, le pouvoir militaire divisé hésitait.

Les mères de la place de Mai ont également profité du moment Carter, comme de la montée en puissance de la rhétorique et de l'idéologie des droits de l'homme, à l'échelle internationale, dans la seconde moitié des années 1970. De même, en France, l'ampleur prise par les manifestations de ménagères a été évidemment liée au développement de la Résistance.

Nonobstant, il ne faudrait pas accorder trop d'importance à la conjoncture immédiate, ces actions appartiennent au répertoire classique des protestations populaires et des manifestations de femmes ³². Par contre, il est remarquable qu'elles aient pu se produire dans des environnements politiques aussi hostiles, qu'elles aient pris des formes de résistance civile ³³, et que lorsque elles ont été contraintes à durer, elles se sont structurées en approfondissant, voire en réorientant, leurs revendications dans le sens de la défense de la collectivité.

30. *Le journal du Dr Goebbels*, *op. cit.*, p 257-258.

31. LAVAUD, Jean-Pierre, *op. cit.*

32. Cf. DAUPHIN, Cécile et FARGE, Arlette, (dir.), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997.

33. Cf. la définition de Jacques Semelin, la résistance civile est « définie comme le processus spontané de lutte de la société civile par des moyens non armés, soit à travers la mobilisation de ses principales institutions, soit à travers la mobilisation de ses populations ou bien grâce à l'action des deux à la fois », SEMELIN, Jacques, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe 1939-1943*, Paris, Payot, 1989, p. 16.

Jeux de genre et résistance civile

Les contextes culturels ont favorisé le développement de ces mouvements, voire, ils ont assuré leur succès relatif. Les sociétés concernées étaient très marquées par l'idéologie familialiste : l'imaginaire domestique formait le socle de l'organisation sociale et des relations individuelles entre les hommes et les femmes ; surtout, il participait de la panoplie des valeurs défendue par les dictatures ; Vichy et l'Argentine traditionnelle vouant, en plus, un véritable culte aux mères ³⁴.

Or, ces différentes actions protestataires ont mis le genre en scène selon les stéréotypes de la maîtresse de maison. Et tout d'abord pour des raisons objectives : les manifestantes étaient effectivement ce qu'elles disaient être. À Berlin, l'expression d'un début de dissidence sur la *Rosenstrasse* avait pris corps, essentiellement, dans un rassemblement d'épouses aryennes venues s'informer du sort de leurs époux juifs ; quand elles s'affirmèrent contre les autorités, elles le firent au rythme des slogans de solidarité conjugale : « libérez nos maris », « laissez partir nos maris », « nous voulons qu'on nous rende nos maris ³⁵ ». En Bolivie, les quatre grévistes ayant initié le jeûne se pensaient, d'abord, en tant qu'épouse d'un travailleur dont le foyer était mis en péril en raison de l'internement prolongé de leur compagnon. La sociologie politique du mouvement était, certes, plus complexe. Mais cette dimension affective forma le principal ressort à l'origine de l'action. Avec ses mots de compagnie d'un militant révolutionnaire, Luzmila de Pimentel présentait leur décision comme celle des femmes et des enfants « solidaires de leurs compagnons privés de justice et de liberté ³⁶ ». De ce fait, le pouvoir a essayé d'enrayer le mouvement en répondant par la libération et la réintégration des époux des grévistes, entre le 29 décembre et le 6 janvier ³⁷. En France occupée, les défilés mettaient en scène des ménagères mobilisées sur des thèmes considérés comme des « affaires de femmes ». Des maîtresses de maison manifestaient sur les questions de ravitaillement : le contrôle des prix, l'augmentation des tickets de rationnement pour des produits de première nécessité : pain, pomme de terre, le lait « pour les enfants », etc., la pénurie. Des épouses réclamaient le retour des prisonniers de guerre et l'augmentation de l'allocation militaire. Des mères protestaient contre le départ des requis du STO en Allemagne. En Argentine, des mères et des grands-mères prenaient le monde à témoin. L'origine des rogations de la place de Mai naquit de la décision de rendre publique leur douleur en s'adressant aux passants, puis aux journalistes : « Nous

34. Cf. HASANBEGOVIC, Claudia, « La ideología militar y las relaciones de género en Argentina », *L'Ordinaire Latino-américain*, n° 183, 2001, p. 41-44.

35. Cf. STOLTZFUS, Nathan, *op. cit.*, à partir des témoignages de manifestantes recueillis dans les années 1980.

36. José Pimentel était membre du Parti révolutionnaire des travailleurs boliviens, et de l'Armée de libération nationale (ELN) d'orientation castriste.

37. Cf. LAVAUD, Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 72, 123.

voulons nos enfants, qu'on nous dise où ils sont », tout en interpellant les dirigeants avec les mêmes slogans : « rendez-nous nos enfants, dites nous ce que vous en avez fait ».

Les stéréotypes familialistes étaient d'autant plus prégnants dans ces manifestations que la protestation était sexuée dans un sens très conventionnel. Pour rendre l'action possible, les agitatrices brandissaient les images d'un féminin conformiste. Autrement dit, les manifestantes, et les hommes qui les accompagnaient, considéraient que les femmes pourraient intervenir dans une situation de grand danger, là où les *tenons* du mouvement, et d'autres acteurs sociaux, souffraient d'un grave déficit de représentation, leur identité les rendant beaucoup trop vulnérables. Maria del Rosario témoignait après les événements : « Quand nous insultions la police ils pensaient : qu'est-ce que cette vieille femme peut faire ? Ils ne comprenaient pas que nous étions fortes. Si un homme les insultait, il disparaissait »³⁸. Domitila raconte : en 1964, lors de la répression du mouvement des mineurs, à Huanuni, l'armée refusait que les blessés soient secourus par leurs compagnons. Bravant les militaires, avec la secrétaire générale du comité de *las Amas de casa* (les maîtresses de maison) toutes les deux embarrassées par une grossesse avancée, elles se saisirent d'un brancard pour aller les lever. Afin de réduire les risques de représailles, la secrétaire générale lui aurait dit : « Il faut qu'ils voient bien que nous sommes des femmes. Sortez bien vos cheveux³⁹. » De même, rappelant sa présence sur la *Rosenstrasse*, Ruth Gross se souvenait : « Nous pensions : nous sommes aryens, si nous restons là, et si nous ne sommes que des femmes, peut être seront-ils impressionnés⁴⁰. »

Cette contrainte culturelle était pleinement intégrée par les parents de disparus, dès l'amorce des rogations de la place de Mai. L'imaginaire de la guerre civile qui habitait les partisans de la dictature, faisait des jeunes étudiants des suspects, des « subversifs » en puissance, quel que soit leur sexe. Les réunions préparatoires convinrent de maintenir dans l'ombre les hommes et les jeunes femmes, afin de limiter les risques de répression⁴¹. Ces décisions relevaient d'abord de réflexes culturels de la part des manifestantes, elles avaient la conviction que leur sexe, et leur âge, les rendaient moins vulnérables à l'agression publique. Hebe de Bonafini a expliqué ainsi leur capacité à intervenir sur l'espace public : « Ils ne savaient pas quoi faire de nous [...] ils pensaient que [...] nous resterions là jusqu'à ce que nous soyons fatiguées d'être debout avec nos varices, ou jusqu'à ce qu'un infarctus nous foudroie⁴². » Il s'agit ici de la perception que ces manifestantes avaient de leur capacité à imposer un rapport

38. FISCHER, Jo, *op. cit.*, p. 59.

39. DOMITILA, *op. cit.*, p. 93.

40. Recueilli par STOLTZFUS, Nathan, *op. cit.*, p. 227.

41. ARDITI, Rita, *op. cit.*, p. 35.

42. BONAFINI, Hebe de, *op. cit.*, p. 135.

de force. La spontanéité n'était pas l'unique ressort à l'impulsion de ces attitudes, l'analyse et l'instrumentalisation du genre a participé également des mécanismes ayant conduit à l'action. L'une des toutes premières « organisatrices » du mouvement des « mères » de la place de Mai, elle même jeune militante de la Ligue des droits de l'homme, âgée de 22 ans à l'époque, de ce fait elle ne participa pas aux premières rogations, témoignait, avant de disparaître, en 1978 : « Nous avons estimé plus opportun de prendre comme porte-drapeau des femmes d'âge mûr, des mères de famille avec tout ce que cela représente dans la tradition argentine⁴³. »

Le genre était présent dans la mise en scène de ces mouvements. Cette prégnance de la différence des sexes relevait de la catégorie sexuée qui intervenait avec ses pratiques et ses représentations. Elle tenait aussi à l'instrumentalisation qu'elles-mêmes firent de la différence des sexes. La présence des enfants dans les manifestations signait la sociologie des mères ; dans ces sociétés, elles étaient très souvent accompagnées de leurs enfants en bas-âge, les Boliviennes portant tout le jour leur nourrisson sur le dos. Mais la présence des petits participa également de la mise en scène du mouvement et de sa radicalité. En Bolivie, *las amas de casa*, les maîtresses de maison, étaient le plus souvent enceintes et accompagnées de leur progéniture. Quand la grève de la faim démarra, les enfants suivirent naturellement leurs mères dans le jeûne, accentuant l'expression de la détermination du mouvement ; ce qui créa l'émotion populaire et entraîna aussitôt une réaction des organisations humanitaires réclamant que les enfants ne cessent pas de s'alimenter. De même, en 1961, elles s'étaient ceinturées de bâtons de dynamite, avec leurs *oua-ouas*, les nouveaux nés, pour contraindre les militaires à temporiser la riposte. Les mères de la place de Mai, comme les ménagères sous l'occupation, ont mis à profit le calendrier, et notamment la fête des mères pour donner plus d'ampleur à leur action. Les mères argentines ont fait du lange le drapeau de leur mouvement. Le lange comme symbole était d'abord l'expression d'une culture féminine. À l'origine, *las madres* étaient à la recherche d'un objet pour s'identifier dans un pèlerinage. L'une d'entre elles proposa de se couvrir avec un lange comme s'il s'agissait d'un foulard, l'objet était facilement reconnaissable, et surtout toutes les mères en possédaient un. Rapidement elles ont fait de ce linge leur emblème : il mettait en valeur leur identité de mère et paralysait le dispositif répressif, on ne s'attaque pas à des mères qui défendent leur bébé, tout en métamorphosant les disparus en enfants, en nouveau-nés, alors qu'il s'agissait d'adultes, souvent activistes, dont certains avaient combattu dans la guérilla. Certes, le genre était prégnant par la culture des actrices, il l'était aussi en raison de leur capacité de distanciation avec leur identité de sexe et de leur aptitude à faire, ici, de la maternité, un outil d'expression et d'action politique.

43. BOUSQUET, Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 102.

Les manifestants s'adressèrent aux autorités à travers la grille du genre en stimulant leur identité masculine : en Argentine, elles interpellaient des pères protecteurs du foyer ; à Berlin, elles provoquaient des guerriers défenseurs de la nation. À un policier venu l'interpeller place de Mai, Marta, une des 14 mères, aurait répondu : « rendez-nous nos enfants, dites-nous ce que vous en avez fait. Vous n'avez pas d'enfants, vous ? Vous ne feriez pas comme nous s'ils avaient disparu ⁴⁴ ? » Lors des manifestations berlinoises, les protestataires s'adressaient directement aux SS chargés des arrestations en mettant en porte-à-faux leur identité de sexe avec leur fonction : « laissez donc les femmes tranquilles, allez plutôt sur le front... là vous serez à votre place ⁴⁵. »

En France occupée, l'instrumentalisation du genre a été pensée par la Résistance, notamment communiste, qui a vu dans les représentations de la ménagère et les conditions économiques aggravées par l'occupation, l'opportunité de mobiliser les femmes là où elles existaient, en tenant compte des réalités sociales et culturelles ⁴⁶. Transformer le mécontentement en acte. Favoriser le développement d'un mouvement contestataire public en France occupée et sous Vichy, en limitant les risques de répression, était aussi au nombre des objectifs du « travail parmi les femmes ». La mise en acte du genre était très prégnante dans la manifestation de la rue de Buci en mai 1942, au cours de laquelle les partisans FTP masculins en armes formaient dans l'ombre le groupe de protection, tandis que la protestation sur la voie publique était représentée par une foule féminine ⁴⁷. À la Libération, figeant cette identité domestique, l'UFF poursuivit la mobilisation des femmes sur les thématiques du ravitaillement et de l'épuration, depuis les comités de ménagères, afin d'ouvrir un espace d'opposition, de contestation, sans heurter une culture patriotique qui érigeait en dogme l'unité nationale. Une vague de manifestations fut impulsée et encadrée par l'UFF au début du mois de décembre 1944 à Brest, à Morlaix, à Quimper, dans les ports du Finistère en général, elles exigeaient le renforcement de l'épuration des administrations chargées du ravitaillement et la constitution de comités de ménagères pour surveiller les marchés ; en fait, elles étaient le fer de lance public de la campagne lancée par le PCF dans la région pour justifier la constitution de gardes civiques républicaines ⁴⁸.

Ces mouvements interprétaient le mythe de la gardienne du foyer avec ses faiblesses, son émotivité, son ignorance politique. Leur force reposa sur leur aptitude à brouiller les autres facettes de leur identité :

44. *Ibidem*, p. 53.

45. KARDOFF, Ursula von, *op. cit.*, p. 41.

46. BARJONET-HURAU, Marcelle, *op. cit.*, p. 149-153.

47. SCHWARTZ, Paula, « The politics of food... », *op. cit.*

48. Arch. dép. du Finistère 43 W 169, rapport du préfet, première quinzaine de décembre 1944.

des femmes courageuses, déterminées, animées par une pensée politique, sur lesquelles glissait le stéréotype lisse du féminin domestique.

Tout en exprimant la vulnérabilité, la fragilité, et en l'instrumentalisant, des ménagères arrêtées à la suite des événements de la rue de Buci déclarèrent aux policiers être venues célébrer la fête des mères, d'autres se seraient déplacées espérant profiter d'une distribution gratuite de sardines... pour nourrir leur famille⁴⁹. Les mères de la place de Mai utilisèrent elles aussi ces représentations de la faiblesse et de l'innocence d'un féminin maternel. Les Boliviennes ont orienté d'emblée leur mouvement sur la construction du mythe de la spontanéité et de l'apolitisme : « nous voulions nous présenter en tant que personnes, ayant leurs problèmes propres » expliquait Angelica de Flores⁵⁰. C'est pourquoi il fut décidé que Domitila n'accompagnerait pas les quatre autres femmes dans le jeûne : elle aurait pu porter préjudice au mouvement, car elle représentait une grande figure de l'extrême gauche ; mettant son entregent à profit, elle fut chargée de la liaison entre les grévistes et les *media*. De même, initialement, elles exprimèrent des réticences à la participation d'Aurora de Lora : devait-elle cesser de s'alimenter avec les trois autres ? elle-même hésitait sur son rôle, car elle était connue pour militer au Parti Ouvrier Révolutionnaire trotskiste.

Un grand nombre de manifestantes ont présenté et se représentaient leur participation à ces actions comme étant leur première expérience politique. Beaucoup de ces femmes françaises, allemandes, argentines ont évoqué leur peur panique juste avant d'intervenir sur la voie publique, puis leur découverte de la puissance, l'étrange sensation d'une certaine jouissance, dès lors qu'elles se sont retrouvées à manifester ensemble, car formant un groupe compact, avec la conviction d'être dans le droit, elles sentaient un renversement immédiat du rapport de force à leur avantage, ce qui marquerait le temps fort de la libération cognitive. « J'étais d'abord tout effrayée, mais en me rapprochant des mères, elles semblaient si fortes [...] et comment pouvez-vous avoir peur quand vous luttez pour une juste cause » témoignait Aida de Suarez⁵¹. Pour autant, ces femmes n'intervenaient pas sur l'espace public sans préparation. En Argentine, comme sous le III^e Reich, une culture de la peur avait envahi le quotidien et habitait les esprits des groupes opprimés. Depuis 1933, en Allemagne, les couples mixtes étaient soumis à d'innombrables pressions et vexations. Au bout de dix ans, le rapport à la peur n'était plus le même dans les familles « métisses » persécutées qui avaient survécu⁵². De

49. SCHWARTZ, Paula, « La répression... », *op. cit.*

50. Cité dans LAVAUD, Jean-Pierre, *op. cit.*

51. FISCHER, Jo, *op. cit.*, p. 29.

52. HECHT, Ingeborg, *Les murailles invisibles. Une famille allemande sous les lois raciales de Nuremberg*, Paris, éd. de l'aube, 1993 (1984 pour l'édition allemande). Le témoignage d'Ingeborg Hecht, née en 1921, issue d'un « mariage mixte privilégié », sur son enfance allemande sous la dictature nazie.

même, ce fut après avoir été éconduites pendant des mois par les autorités, et après avoir fait le siège des casernes et des commissariats, que les mères se mirent à manifester place de Mai. Les *Amas de casa* de Siglo XX et de Huanuni étaient rompues à la répression des militaires et aux affrontements politiques dans les zones minières. En effet, les témoignages montrent souvent des femmes qui ont transcendé la peur, certaines parce qu'elles se pensaient déjà mortes. Les mères de la place de Mai se sont dotées d'un imaginaire de la femme forte, et résistante, construit sur l'identité maternelle, en inversant l'ordre sexué des valeurs sur lequel repose le genre dans les sociétés occidentales. « Les hommes restaient à la maison, ils ne savaient pas quoi faire. Il semble que les hommes soient moins résistants. Les femmes semblent plus fortes. Une mère ne pense plus dès lors que son enfant est en danger », disait Maria del Rosario, ce que confirmait Hebe de Bonafini : « Ce n'était pas moins dangereux pour une femme mais peut-être qu'une mère est prête à prendre plus de risques. Nous avions moins peur. Nos maris avaient peur de la mort chaque fois que nous sortions⁵³. »

Surtout, tout en mettant en avant une ingénuité politique, la présence de militantes ou de femmes ayant une expérience en terme d'organisation est fondamentale pour comprendre la dynamique de ces mouvements ; le cas berlinois mis à part. Comme il a déjà été souligné, les comités de ménagères en France occupée avaient été organisés par des membres du Parti communiste et reliés à des mouvements féminins de la Résistance. Les cinq Boliviennes possédaient toutes une expérience politique de base, sous la forme de participation à des manifestations, ou par le biais de leurs époux eux-mêmes militants ; par ailleurs, avec Aurora de Lora, elles comptaient parmi elles une militante révolutionnaire ; surtout, Domitila, leur apporta l'intelligence politique d'une dirigeante de premier plan. Enfin, dans les cas français et boliviens, les mouvements féminins ont été insérés dans un tissu organisationnel mixte beaucoup plus vaste.

Le cas des mères de la place de Mai est très intéressant, car en orientant leur mouvement dans la direction d'un maternalisme défensif, elles ont été amenées à nier, chez elles, toute expérience politique préalable. Elles n'ont cessé d'affirmer que leurs rogations place de Mai étaient pour elles un baptême du politique : leur première expérience. C'est ici leur identité politique, c'est là leur légitimité sous la dictature et encore aujourd'hui, dans la mesure où cette affirmation induit, de leur part, toute absence d'implication dans les affrontements politiques qui ont précédé le coup d'État militaire en 1976, l'Argentine vivant à cette époque une guerre civile larvée extrêmement violente. Pourtant, *las madres* n'étaient pas aussi ignorantes de la chose publique. La plupart de ces femmes étaient des mères de militants de l'extrême gauche argentine, ou des groupes opposants à la dictature, dont elles ont hérité une partie de la

53. FISCHER, Jo, *op. cit.*, p. 59.

culture politique. Les différentes enquêtes orales montrent que ces femmes ont souvent baigné dans des familles de militants peronistes ou radicaux, que ce soient leurs parents, leurs maris, leurs enfants. Par ailleurs, certaines d'entre elles disposaient d'une culture en matière d'organisation, telle Otilia Lescano de Arganaraz qui fonda le comité des grands-mères de Cordoba dès 1977, institutrice, elle militait au syndicat et était issue d'une famille de militants radicaux⁵⁴. On dénombre dans l'association des maîtresses d'école, des directrices d'établissements scolaires, des adhérentes des syndicats, elles ont pu aussi participer à des associations de caractères divers, souvent, il semble que leur premier éveil politique remonte à la figure d'Eva Peron dans les années 1945/1951 : elles avaient à cette époque entre 20 et 30 ans. Parmi les membres de l'association, certaines possédaient une culture politique solide, elles dotèrent le mouvement d'une sensibilité libertaire et l'organisèrent ; telle Mercedes Mereno, exilée en Argentine à la suite de la guerre civile espagnole après avoir été tonduë à l'âge de 12 ans par les Franquistes, son père, un cadre de la CNT, avait été abattu par des Phalangistes⁵⁵ ; telle Graciela de Jeger, elle aussi fille de républicains réfugiés de la guerre civile, maîtresse d'école et militante syndicale⁵⁶.

La présidente actuelle du mouvement, présidente depuis l'origine de l'association des mères de la place de mai (1979), Hebe de Bonafini, a participé pleinement à la diffusion du mythe de la virginité politique des mères, dont elle-même semblait incarner la figure magistrale⁵⁷. Son autobiographie témoigne de cette identité d'une femme enfouie dans son foyer s'ouvrant au monde, et découvrant le politique, avec la dictature.

« Ce qui me met le plus en colère, c'est que nous, les bonnes maîtresses de maison, nous ayons eu besoin des bottes, des gifles et des coups de pied pour nous décider à participer, pour pousser un cri de révolte, au lieu d'écouter celui des autres à la radio. Je suis furieuse de n'avoir pas laissé plus tôt le tissage et les casseroles pour aller regarder dehors, et protester contre les tanks qui défilaient en face du *Dique*, au lieu de me concentrer sur le point de croix et d'entendre que quelqu'un a entendu qu'un autre a dit que ces tanks défilaient au coin de la rue [...] mais que cela ne nous concernait pas⁵⁸. »

Même si, dans son autobiographie, et dans l'ensemble des témoignages qu'elle a livrés, Hebe de Bonafini apparaît ignorante et peu réceptive à la chose publique jusqu'au coup d'État de 1976, elle a vécu dans une ambiance familiale où on discutait politique avec violence et conviction : son père était radical, son frère était un activiste du syndicat péroniste, ses deux fils militaient à l'extrême gauche tiers-mondiste. La figure

54. ARDITTI, Rita, *op. cit.*, p. 174.

55. GUZMAN BOUVARD, Marguerite, *op. cit.*, p. 9 et 228.

56. FISHER, Jo, *op. cit.*, p. 38.

57. Cf. BONAFINI, Hebe de, *op. cit.*, et MELLIBOVSKI, Matilde, *op. cit.*

58. BONAFINI, Hebe de, *op. cit.*, p. 72.

devenue légendaire de la fondatrice du mouvement des mères, Azucena de Villafior De Vicenti, a été elle aussi élevée par le mouvement en mythe de la maternité citoyenne et courageuse. Or, elle-même héritait d'une famille de cadres péronistes, ses parents occupaient des responsabilités syndicales et au sein du parti justicialiste ; le relais avait été pris par son fils, militant péroniste lui aussi. De fait, elle témoigna d'une rare intelligence politique en matière d'organisation, avant de disparaître dès décembre 1977, notamment en reliant dès le début les mères de la place de Mai au réseau international des organisations de droits de l'homme, prenant des contacts avec *Amnesty International* et avec la commission des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA), tout en conservant des liens étroits avec l'ensemble des associations argentines de droits de l'homme en activité sous la dictature. Au demeurant, Maria Adela Antokoletz, disposait aussi d'une intelligence des enjeux internationaux : au nombre des 14 fondatrices du mouvement, puis vice-présidente de l'association en 1979⁵⁹, ex-épouse d'un diplomate, son fils, disparu en 1976, était un avocat connu pour défendre les prisonniers politiques, qui travaillait en liaison avec l'OEA et les Nations Unies⁶⁰. Ces femmes dotées d'une culture politique ne caractérisaient certes pas toutes les mères et les grands-mères de la place de Mai, mais elles ont su construire le mouvement, le structurer, inventer des modalités d'action sous une chape de plomb, là où les autres organisations avaient été anéanties ou ne parvenaient à agir que depuis les couloirs feutrés des ministères.

La durée et la réussite relative de ces mouvements, ce qui leur a permis d'exister, tient au prisme à travers lequel les autorités les ont observés. L'imaginaire familialiste conduit les hommes à percevoir dans les femmes des êtres mineurs et hors champ dès lors qu'elles interviennent dans la sphère publique, mais dans leur rôle quand elles agissent en relation avec la sphère domestique, et détentrices d'une autorité essentialiste lorsqu'elles se placent sur le terrain de la gestion du foyer et des affaires d'éducation. Aussi, face à des actions qui mettaient en scène des ménagères intervenant au titre de la défense des intérêts familiaux, voire de la survie de la cellule familiale, les pouvoirs dictatoriaux et leurs forces de répression furent perturbés, ne prétendaient-ils pas eux-mêmes agir au nom de la protection de ces valeurs ? Le regard qu'ils projetaient sur ces actions protestataires les conduit à orienter leurs perceptions entre la légitimation, la sous-estimation de leur capacité de nuisance, et l'exagération de la menace dès lors qu'ils appréhendaient un risque. En tant que défenseurs de la famille sur les questions de ravitaillement, ou de la défense des enfants et des chefs de famille, ces femmes étaient dans leur rôle ; mais si elles étaient autre chose ? dès lors en usurpant les images de

59. À l'origine de la scission en 1986 elle a assuré la présidence de la *Linea fundadora*.

60. GUZMAN BOUVARD, Marguerite, *op. cit.*, p. 95.

« l'éternel féminin » elles se révélaient dangereuses ; en tout état de cause, elles restaient mineures, et elles furent moins réprimées, toutes proportions gardées, que les hommes.

La difficulté à qualifier les manifestations féminines a toujours grippé le dispositif répressif, les autorités et les forces de l'ordre s'enlisant dans l'indécision, leurs réactions tardives favorisant le développement de ces mouvements. C'est ici un schéma systématique. Dans un premier temps les maires, les préfets sous l'occupation considérèrent que les réclamations des ménagères étaient légitimes, ils les recevaient à l'Hôtel de Ville, à la préfecture, ils les écoutaient. Les forces de l'ordre argentines, comme la police berlinoise et les SS ne surent pas comment appréhender la situation, ils hésitèrent, ils se divisèrent sur l'attitude à adopter. Une forme de paralysie s'empara des forces de répression qui finalement ne passèrent pas à l'acte. Pendant une semaine sur la *Rosenstrasse* les SS mimèrent la charge de la foule sans jamais tirer ; pendant des semaines, les policiers argentins s'adressèrent aux mères en essayant de les « raisonner ». Au moment où des milliers d'opposants disparaissaient avec des procédés d'une rare brutalité, place de Mai les policiers rappelaient simplement à l'ordre les *madres*, « vous ignorez que le pays est en état de siège ? vous cherchez vraiment à être épinglées... circulez ! ». Il y eut des arrestations à Berlin, et au bout de quelques semaines en Argentine : les manifestantes furent rapidement libérées sans avoir été brutalisées.

Ensuite, pour contrer ces mouvements les autorités utilisèrent des procédés de dénigrement, en les accusant d'être à l'opposé du rôle qu'elles prétendaient incarner ; c'était admettre que si elles étaient dans le vrai leur action devenait légitime. Les mères de la place de Mai furent d'abord traitées de « folles » par les autorités, puis de « mauvaises mères argentines » qui n'ayant pas su élever correctement leurs enfants en avait fait des agents de la subversion. En France occupée, dans des rapports de préfets, des ménagères qui protestaient, au nom de leurs enfants, contre la pénurie de lait, devenaient des « femmes de mauvaise vie ». En Bolivie, la télévision stimula les réflexes machistes des mineurs, en traitant les hommes de « lâches » qui s'abritaient derrière des femmes, tout en présentant les grévistes comme des « mères dénaturées », des « femmes stupides et ignorantes ⁶¹ ».

Cette sous-estimation de la menace est à insérer dans un système de représentations plus complexe. Les femmes étaient perçues, aussi, comme des acteurs puissants pouvant faire basculer les régimes, car elles sont émotives, incontrôlables, car elles incarnent le peuple. Nathan Stoltzfus insiste sur ce point : les plus hautes autorités nazies étaient hantées par la mémoire du « coup de poignard dans le dos » de 1918, l'idée que l'Allemagne avait perdu la guerre de tranchées car l'arrière s'était

61. LAWAUD, Jean-Pierre, *op. cit.*

désolidarisé du front. Hitler, Goebbels, Himmler craignaient la classe ouvrière, avaient peur des mouvements sociaux et en particulier des troubles domestiques, qu'ils jugeaient responsables de la défaite du 11 novembre. Sur ce point, ce mouvement de femmes sur la *Rosenstrasse*, au moment où la mobilisation des Allemandes au titre de la guerre totale était un échec, les aurait profondément inquiétés. Goebbels nota dans son journal, alors qu'il prenait la décision de céder aux exigences des manifestants de la *Rosenstrasse* : « Le SD estime le moment favorable pour poursuivre l'évacuation des Juifs. Mais malheureusement des scènes assez fâcheuses se sont passées devant un asile de vieillards juifs, aux abords duquel s'est rassemblée une grande foule qui dans une certaine mesure, a pris parti pour les Juifs ⁶² ». Dans le cas berlinois, plus que leur identité de sexe, le statut d'aryenne des manifestantes était à l'origine des atermoiements des autorités et des forces de répression nazies.

Sous Vichy, l'obsession d'un « second front » était très présente dans la presse collaborationniste en 1942. Dès lors le regard des forces de l'ordre était orienté dans le sens de l'exagération de la menace. Dans les rapports de police de 1942, les femmes apparaissaient comme « une des armes les plus puissantes » de l'organisation clandestine. Invisibles dans le champ politique, les femmes étaient devenues visibles dans celui de la subversion, à ce titre elles étaient considérées comme très dangereuses par une inversion du système de représentations : dès lors qu'elles n'étaient plus dans leur rôle, de l'image de la mère, elles avaient basculé vers le système de la sorcière. « Les femmes sont plus communistes que les hommes », Paula Schwartz cite ici un rapport de police de 1942. Pour ce policier les femmes étaient plus méchantes, plus agressives, plus acharnées, plus guerrières, plus rusées que les hommes ⁶³. En Argentine, les autorités ont réagi à partir du moment où les mères de la place de Mai sont apparues comme les vecteurs d'un véritable mouvement protestataire porteur d'une opinion publique, soit après qu'elles aient déposé des pétitions, après qu'elles aient publié dans la presse des listes de disparus, alors qu'elles étaient déjà devenues les interlocutrices privilégiées de journalistes étrangers.

Nonobstant, les répressions sont restées moins fortes, car elles demeuraient sexuées. Les autorités prisonnières de leurs schémas mentaux, tout en percevant dans ces mouvements un courant protestataire, continuaient de voir les manifestantes à travers le prisme de l'idéologie domestique. Encore tardivement, le 20 décembre 1943, le préfet de l'Oise rapportait : « il n'y aurait rien à redire si cette réclamation était spontanée et tout le monde l'aurait trouvée humaine et peut-être logique. Mais elle a été provoquée par le comité du Front national dans un but politique et c'est précisément là que le danger apparaît grand puisqu'on retrouve à la

62. *Le journal du Dr Goebbels, op. cit.*, p. 257.

63. SCHWARTZ, Paula, *op. cit.*, 1995, p. 25.

base, la volonté communiste de s'infiltrer partout et de profiter de toutes les difficultés ⁶⁴». Les femmes ont toujours été moins réprimées que les hommes par l'État français. Madeleine Marzin, reconnue par la police comme « meneuse » de la manifestation de la rue de Buci s'est évadée pendant son transfert pour la prison de Rennes, car jusqu'à cet épisode, à la différence des prisonniers, les détenues n'étaient pas menottées lors des déplacements. Les femmes, sous Vichy, mouraient en déportation, quand les hommes étaient exécutés. Parmi les manifestants arrêtés en 1942 rue de Buci, quatre furent condamnés à mort : trois hommes et Madeleine Marzin, mais cette dernière vit sa condamnation commuée en peine de travaux forcés à perpétuité. Il en fut de même pour les mères de la place de Mai. Elles furent victimes de deux rafles en décembre 1977, Azucena de Villaflor De Vicenti disparut avec trois autres mères : le mouvement était désormais perçu comme une menace par les militaires. Elles ne souffrirent pas d'autres disparitions pour autant, alors que la dictature continuait d'effacer des milliers d'opposants. Par contre, *las madres* furent soumises à d'innombrables pressions morales et intimidations, sans que le régime parvienne à engager avec elle une véritable répression frontale. De même, aucune grand-mère n'a disparu dans le cadre du mouvement de la place de Mai. En Bolivie, les grévistes subirent également de fortes pressions morales, on les menaça notamment de leur retirer la garde de leurs enfants puisqu'elles étaient des « mères sans conscience ». Des rumeurs lancées par les militaires laissaient entendre que le local des grévistes pourrait être assailli et détruit par des groupes armés incontrôlés qui violeraient les femmes et frapperaient les hommes. Cette fois, la Junte en resta aux mots.

L'inhibition de ces régimes à l'encontre des femmes n'était pas absolu, loin de là. Dès lors que l'action des opposantes, ou leur apparence, les inséraient dans un système de représentations de l'ennemi, la culture de l'ennemi conduisait à voiler l'image de la mère par le drapeau de l'adversaire. Les nazis n'eurent aucun scrupule à anéantir les femmes et les enfants dès lors qu'il étaient juifs, la sexualité de l'espace à la descente des trains à Auschwitz rassemblait d'un côté les hommes valides pour le camp de travail, les femmes, les enfants et les vieillards étant réunies pour être orientées vers les chambres à gaz, dont les juives enceintes arrêtées le 27 février 1943 à Berlin. En Argentine, le rapport de la CONADEP estima que 30 % des disparus étaient des femmes, dont 3 % enceintes accouchèrent avant de disparaître après avoir été torturées ⁶⁵. Le subver-

64. Archives nationales, F7 14904, Oise, 20 décembre 1943, cité dans : TARTAKOWSKY, Danielle, *op. cit.*, 1994, p. 465, n. 125.

65. La Commission nationale sur les Disparitions de Personnes (CONADEP) a été créée sous la présidence de Raul Alfonsín en 1983. Le rapport sur les disparitions et les exactions commises sous la dictature a été publié et diffusé en Argentine sous le titre *Nunca mas*. Une version allégée du rapport est disponible sur internet : www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/nuncamas.html.

sif pour le militaire argentin était par excellence un jeune, de ce fait les jeunes femmes militantes n'étaient pas épargnées par la répression, les tortures, les disparitions. Les « femmes communistes » en France occupée, comme en Bolivie, furent durement pourchassées par les autorités : déportées en France, victimes de brutalités extrêmes en Bolivie y compris lorsqu'elles étaient à quelques jours d'accoucher. En septembre 1967, alors qu'elle était soupçonnée de liens avec la guérilla guevariste, Domitila fut arrêtée et torturée ; elle était enceinte de huit mois. Elle raconta, comment certains militaires frappèrent son ventre en particulier, les officiers n'étant nullement émus par son état : « J'avais l'impression qu'il allait me faire éclater le ventre ». Son tortionnaire hurlait « ne pas avoir de pitié pour ces créatures, pour ces communistes qui n'ont pas de morale, qui sont pires que des bêtes ». Inconsciente, elle accoucha, seule, dans sa cellule, à même le sol, d'un enfant mort né⁶⁶.

Par conséquent, pour que le genre interférât avec le dispositif répressif il fallait que la figure des actrices fût insérée dans l'idéologie familialiste, tout en jouant sur des représentations lisses de la femme, des stéréotypes sans aspérité, qui n'offraient aucune adhérence à l'image de l'ennemi.

Expériences protestataires et *empowerment*

Selon leur durée et le contexte dans lequel ils se sont développés, ces mouvements se sont métamorphosés d'actions protestataires en mouvements de proposition, archaïques dans leurs formes initiales ils sont devenus modernes. L'évolution du mouvement des mères de la place de Mai est exemplaire. À l'origine, elles manifestaient pour retrouver leur enfant, au fil des semaines elles sont restées mobilisées pour tous les disparus, enfin elles luttèrent contre la dictature. Ainsi, au bout de quelques mois, ces femmes, qui intervenaient sur la scène publique en tant que mères et défenseuses de leur sphère privée, se sont transformées en citoyennes agissant au nom de la collectivité. Le facteur temps est essentiel pour appréhender ces mutations. L'événement allemand sur ce point est beaucoup trop bref ; bien que l'on observe une évolution des slogans des manifestantes en quelques jours : celles qui réclamaient initialement la libération de leurs maris, dénonçaient les nazis à la fin de l'épisode au cri de « assassins ». Dans le cas des femmes boliviennes, si leur mouvement fut bref il était inscrit dans une tradition de la résistance civile des femmes de mineurs et une participation ancienne des Boliviennes à la vie politique⁶⁷. Les mouvements français et argentin ont duré ; eux aussi ne

66. DOMITILA, *op. cit.*, p. 151-167.

67. Cf. *Historias de mujeres – Revista de la Coordinadora de Historia*, La Paz, 1997, 246 p., dont l'ensemble du numéro porte sur les femmes et la politique en Bolivie aux XIX^e et XX^e siècles. Lire en particulier, FERNANDEZ DE APONTE, Patricia, « Viva la huelga de hambre », p. 83-88 (sur la grève des femmes du Mouvement National Révolutionnaire de 1951).

peuvent être séparés des conjonctures culturelles dans lesquelles ils se sont construits, pour analyser leur impact sur l'identité de genre des groupes concernés.

Les ménagères françaises ont d'abord été insérées dans le cadre d'une action patriotique étendue, en appui à la Résistance. Il est tout à fait remarquable, qu'en pleine hégémonie familialiste, même si à la fin de la guerre l'UFF a poursuivi une action politique, notamment dans l'accompagnement du processus de restauration républicaine à partir des thèmes de l'épuration et du ravitaillement, pour autant l'idéologie portée par le mouvement est resté le familialisme⁶⁸. L'idéal de la ménagère fut renforcé à la Libération, et malgré l'insertion importante des femmes dans la sphère publique à travers l'épisode de la Résistance, la participation de Françaises à la vie politique resta marginale⁶⁹. Malgré les réels progrès en matière des droits de la femme qu'a connu cette époque, les femmes à travers le prisme de la ménagère demeurèrent des citoyennes inachevées. Au-delà d'un important désir de participation à la vie civique qu'elles ont manifesté à la Libération, elles demeurèrent peu présentes sur l'espace public, cantonnées au domestique, elles restèrent des épouses, des mères, des filles⁷⁰.

La conjoncture des années 1970 et les expériences protestataires, ont amené *las madres* et les « grands-mères » à se retourner vers leur foyer. Les mères de la place de Mai n'ont pas développé une pensée féministe radicale, elles sont restées nostalgiques d'un imaginaire de la famille heureuse anéantie par les militaires. Par contre, l'autonomie de leur mouvement les a amenées à réviser leur position quant aux relations homme/femme, en découvrant l'action publique et plus encore en vérifiant qu'elles pouvaient être aussi efficaces que leurs maris ou leurs fils ; en observant aussi que les rôles pouvaient être interchangeables au domicile. Dès lors que leur militantisme les amenait à s'absenter de leur foyer, leurs enfants et leurs époux durent s'acquitter d'une partie du quotidien, faire les courses, préparer les repas. « Je pensais à Raul pendant que je finissais de faire la cuisine. Il avait dit qu'il rentrerait tard et je voulais lui laisser quelque chose à manger. Je savais désormais combien c'était agréable d'arriver à la maison et de trouver un mot avec des consignes pour réchauffer un plat, mais je ne pouvais plus attendre, je tombais de sommeil. Je dis que je savais, et en réalité je veux dire que je partageais maintenant ce sentiment : je me sentais son égale, ni supérieure ni infé-

68. CHAPERON, Sylvie, *Les années Beauvoir. 1945-1970*, Paris, Fayard, 2000.

69. GUERAICHE, William, *Les femmes et la République. Essai sur la répartition du pouvoir de 1943 à 1979*, Paris, Les éditions de l'atelier/éditions Ouvrières, 1999.

70. Cf. les bulletins de l'UFF à la Libération qui associent l'action politique des femmes à leur rôle de mère et à la défense des valeurs familiales. Par exemple, *Les Amies. Organe Girondin de l'UFF. Pour la défense de la famille et la libération de la Patrie*, décembre 1944 ; il s'agit ici de la branche de l'UFF qui poursuivait l'œuvre des « marines FFI ».

rieure⁷¹ ». Leur action politique en faveur des disparus les a amenées à défendre leurs idéaux, la dictature terroriste prouvait en elle-même que leurs luttes étaient justifiées. Ces mères en adhérant aux utopies de leurs enfants, qu'elles ont idéalisés sans nuance tout en les infantilisant, en sont venues à s'approprier avec un temps décalé des idéologies qui remontaient aux années 1970⁷².

L'expérience protestataire en Argentine a vraisemblablement favorisé une redistribution du pouvoir et une mutation identitaire des acteurs : un ajustement du genre. De ce fait, dans le Cône Sud, ces mouvements féminins nés sous la dictature se sont souvent maintenus au cours de la transition politique pour accompagner la consolidation démocratique, mais aussi pour insérer les droits des femmes dans le débat politique, avec l'idée que la garantie de la démocratie passait par une reconnaissance des droits des femmes ; certes, la France a connu un débat voisin à la Libération. La différence de fond, quant à l'impact de l'expérience protestataire sur l'identité de sexe des individus et le devenir des mouvements, repose sur les écarts entre les conjonctures culturelles : une idéologie familialiste hégémonique aux alentours de la Seconde Guerre mondiale dans le monde occidental/le développement de l'individualisme et des féminismes dans la seconde moitié du xx^e siècle, plus la passion et les idéaux révolutionnaires/tiers-mondistes des disparus argentins, dont les mères sont devenues les héritières, par un procédé d'inversion de la transmission entre les générations.

Un autre élément de différenciation réside dans la nature même des mouvements. Les ménagères sous l'occupation, comme les Boliviennes, ont pensé leur organisation en appui d'un mouvement social dont le fer de lance restait masculin : la France combattante et la Résistance pour les Françaises, les syndicats de mineurs pour le comité des maîtresses de maison dans les Andes⁷³. Par contre, les mères et les grands-mères de la place de Mai ont conservé leur autonomie tout au long de leur histoire. Par ailleurs, elles ont utilisé les hommes, notamment les maris, comme une structure informelle de soutien à leur propre organisation ; face aux mères devenues trop visibles, il arrivait qu'ils servent d'agent de liaison. Si les militantes de la première génération de l'UFF, comme celles des comités des femmes de mineurs en Bolivie, ont développé des analyses sur l'organisation domestique, elles peinaient dans l'identification de la domination masculine. Alors que, les mères de la place de Mai n'ont eu de cesse de lier leur expérience politique à leur trajectoire familiale et indivi-

71. Elle évoque ici son fils cadet, BONAFINI, Hebe de, *op. cit.*, p. 140-141.

72. Cf. L'Université populaire des mères de la place de Mai inaugurée en 2000 à Buenos Aires, voir le site internet : <http://www.madres.org/titulo.html>.

73. Pour avoir un point de vu masculin de l'action des comités des « maîtresses de maison » comme force d'appui au mouvement syndical, cf. le témoignage d'un ex-dirigeant ouvrier, Artemio Camargo Crespo, assassiné le 15 janvier 1981, « *Cronologia de una resistencia* » Julio 1980, *Mina « Siglo XX », Bolivia*, Genève, éd. CETIM, 1982, 103 p.

duelle : tout en analysant les mécanismes politiques, économiques et sociaux qui avaient conduit à la dictature, elles en sont venues à opérer un retour vers leur foyer qui les a amenées à critiquer leur propre enfermement domestique. C'est ainsi qu'en Argentine, elles ont participé au développement d'une nouvelle citoyenneté, où les femmes associent leur identité maternelle à la chose publique, où des mères citoyennes sont pleinement actrices du politique et revendiquent des relations homme/femme équilibrées au foyer. Chez ces mères argentines, l'expérience protestataire fut le lieu de leur mutation identitaire. Nonobstant, cette réflexion sur la nouvelle citoyenneté féminine n'était pas isolée dans le monde occidental, au cours des années 1980-1990 elle s'était affirmée dans des contextes différents, à la suite d'autres formes de mobilisation⁷⁴.

RÉSUMÉ

À partir de l'étude comparative de quatre mouvements de résistance civile impliquant des femmes, en Europe occidentale pendant la Seconde Guerre mondiale et dans le Cône sud sous les dictatures militaires terroristes des années 1970-1980, l'auteur montre en quoi ces formes de contestations participent des jeux de genre. Tout en constatant combien le contexte historique est fondamental pour comprendre le développement de ces mouvements protestataires, on observe que les individus et les organisations, qui les impulsèrent et éventuellement les structurèrent, mobilisèrent et mirent en représentation des mythologies de la femme leur permettant d'intervenir et d'agir sur un espace public fermé à toute contestation, car elles étaient en phase avec les valeurs défendues par les dictatures. Nonobstant, selon la conjoncture culturelle, la participation à ces mouvements protestataires a influé sur l'évolution de l'identité de sexe des participantes.

ABSTRACT

In this comparative study of four movements of civil resistance involving women in Western Europe during World War II and in the cone of South America during the military dictatorship of the 1970's, the author shows how this form of contestation partake of the dynamics of gender. While realizing how much the historical context is essential to understand the development of these movements of resistance, we observe that the individuals and the organizations which boosted them and eventually gave them a structure, mobilized and used mythological images of the woman, allowing them to take action in a public sphere closed to any kind of opposition, because these images corresponded with the values promoted by various repressive regimes. Anyway, according to the cultural situation, the fact of joining in these movements of resistance also had an influence on the evolution of the gender identities of women activists.

74. Lire en particulier, KNIBIEHLER, Yvonne, *La révolution maternelle depuis 1945. Femmes, maternité, citoyenneté*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1997, 370 p.